Asie-Pacifique

La crise du détroit de Taïwan : conflits géopolitiques et droit des Taïwanais.es à s'autodéterminer

jeudi 8 septembre 2022, par ROUSSET Pierre (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2022).

Au début du mois d'août, la tension est montée d'un (gros) cran après la visite éclair de Nancy Pélosi à Taipei [1] et la « sur-réaction » de Pékin. Même si l'invasion de l'Île n'a alors jamais été à l'ordre du jour, la dynamique de militarisation de l'Asie-Pacifique s'accélère et le conflit entre la Chine et les Etats-Unis s'aiguise. Cependant, les préoccupations géopolitiques ne doivent pas occulter les droits des Taïwanais.es à s'autodéterminer. Un mois plus tard, essayons de faire le point.

Sommaire

- Vers la fin du statu quo (...)
- L'actualité du combat anti-gue
- La nécessaire solidarité (...)

Présidente de l'Assemblée nationale, Nancy Pelosi est à Washington, dans l'ordre protocolaire, le troisième personnage de l'Etat, après le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris. Son escale à Taïwan, les 2 et 3 août, dans le cadre d'une tournée asiatique, avait donc un poids politique important et il fallait s'attendre à ce que Pékin réagisse.

Cette visite ne faisait, semble-t-il, pas l'unanimité dans les cercles dirigeants des Etats-Unis, l'état-major la jugeant inopportune et Joe Biden choisissant de manifester quelques distances [2] – ce qui a pu encourager Xi Jinping à hausser le ton en ordonnant, entre autres, des exercices militaires d'une ampleur et d'une agressivité un bon cran supérieur aux fois précédentes ; en fait, bien supérieur à ce que la plupart des observateur.es prévoyaient. En effet, comme le note le journaliste taïwanais Brian Hioe, des missiles ont été tirés au-dessus de Taipei, les forces aéronavales de l'Armée populaire ont pénétré plus avant dans la zone d'identification de la défense aérienne taïwanaise et son espace maritime.

Plus significatif encore, Tokyo et Séoul ont été directement mis en cause. Des missiles ont atteint la zone maritime économique exclusive du Japon, ce que le ministère japonais de la Défense a dénoncé comme un acte délibéré [3]. La Navale chinoise a aussi manœuvré non loin des îles contestées de l'archipel Senkaku/Diaoyutai [4]. Elle a fait de même au large de la presqu'île sud-coréenne, en mer Jaune et dans le golfe de Bohai.

A map provided by the Japanese Ministry of Defense shows the trajectory of nine missiles launched from China in military drills on Aug. 4, 2022. [5]

Selon Brian Hioe, en s'en prenant à ces deux pays, très intégrés au dispositif militaire US dans la région (voir notamment l'importance des bases US dans l'île d'Okinawa), Pékin menait une action préventive afin de mettre en garde d'autres Etats de l'Asie-Pacifique qui seraient disposés à aider Taïwan. Cette mise en garde pourrait s'avérer prématurée et les inciter à se serrer les coudes face aux menaces chinoises, juge le journaliste [6].

D'une part, la crise actuelle s'inscrit plus activement que les précédentes dans une dynamique conflictuelle stratégique entre la Chine et les Etats-Unis, d'autre part la « question taïwanaise » se retrouve plus que par le passé au cœur des reconfigurations géopolitiques impliquant toutes les puissances de la région, dont l'Inde et le Japon [7]. Ce processus de recomposition est amorcé, mais il est loin d'être achevé. Les enjeux de pouvoir ne sont en effet pas homogènes dans l'ensemble asiatique. Si l'Inde répond « présente » au front anti-chinois appelé de ses vœux par Washington, elle refuse de faire de même envers la Russie avec laquelle elle entretient de profondes et historiques relations de coopération [8]. La coopération Japon-Corée du Sud est sous tension, compte tenu notamment d'un passé colonial dont la mémoire a été avivée par le précédent Premier ministre, feu Abe Shinzo, et d'un empilement de traités successifs, comme en témoigne la Japonaise Karen Yamanaka pour l'Asie du Nord-est – à savoir le Japon, la Corée du Sud et les USA [9].

La quatrième crise du détroit de Taïwan est néanmoins restée, pour l'heure, soigneusement calibrée. L'invasion de l'île n'a, alors, jamais été à l'ordre du jour. Il n'y a pas eu de mobilisation de moyens et de troupes d'une ampleur comparable à celle qui a préludé à l'invasion de l'Ukraine. Les Taïwanais.es ont poursuivi leurs activités quotidiennes comme si de rien n'était [10]. Pékin a rapidement fait savoir que ses grandes manœuvres aéronavales se termineraient au bout de cinq jours.

Cependant, bien que « calibrée », les exercices du début août s'inscrivent dans le cadre d'une montée des conflits géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine, en particulier dans la région Asie-Pacifique. Elles signifient probablement qu'un palier a été franchi et que l'ère d'un équilibre régional maintenu sous tension grâce à « l'ambiguïté » est arrivée à son terme.

Vers la fin du statu quo ante fondé sur « l'ambiguïté stratégique » ?

Taïwan est de fait un Etat indépendant, mais ne s'est jamais déclaré tel, Washington se gardant d'expliciter jusqu'où pourrait aller son soutien en cas de conflit ouvert. Depuis que les relations diplomatiques ont été rétablies, en 1979, avec la République populaire, les Etats-Unis ont « reconnu » (« acknowledged ») que pour Pékin, Taïwan était une province chinoise, mais n'ont pas fait leur cette position [11]. Les textes diplomatiques laissent place à diverses interprétations (de quelle Chine parle-t-on ?) [12], les versions chinoises et anglaises pouvant différer.

De son côté, ces dernières années, le PCC a constamment rappelé son interprétation de la politique « Une seule Chine » (qui fait que Taïwan est exclue des institutions internationales onusiennes [13]) et maintenu ses revendications territoriales, menant régulièrement des exercices militaires de routine dans le détroit, mais sans engager pour autant un bras de fer.

Pour nombre d'analystes, cette politique de l'ambiguïté garde toutes ses « vertus ». Elle permet aux Etats-Unis de donner à Taïwan les moyens de se défendre, sans dire si les forces aéronavales US s'engageraient plus avant en cas de conflit. A leurs yeux, aujourd'hui dépassée par les récents événements qui ont suivi la venue de Nancy Pelosi, le durcissement du régime de Xi Jinping et la discussion à Washington de la loi intitulée Taiwan Policy Act, les conditions de sa remise en œuvre devraient pour le bien de tous être à nouveau réunies par les gouvernements concernés [14]. La proposition est de bon sens, mais, sans vouloir préjuger de l'avenir, elle impliquerait une véritable inversion des dynamiques en cours.

Eric Chan, un spécialiste de haut niveau travaillant pour l'armée de l'air des États-Unis et chargé de recherche non résident au Global Taiwan Institute. [15], pour sa part, cherche à situer historiquement la quatrième crise du Détroit. Il faut prendre avec beaucoup de pincettes les cris d'alarme régulièrement lancés aux USA sur la proche supériorité militaire mondiale de la Chine qui servent opportunément les intérêts du Pentagone (avide d'obtenir des augmentations budgétaires) et du complexe militaro-industriel ; mais tel n'est pas le propos de Chan. Il revient sur la succession d'événements, depuis 1989 et la répression massive des mouvements populaires en Chine, qui ont construit le sentiment de vulnérabilité du PCC face à Washington : la guerre du Golfe (1991), la troisième crise du détroit de Taïwan (1996), le bombardement « accidentel » de l'ambassade chinoise à Belgrade (1999), le Mouvement des Tournesols à Taïwan (2014, voir plus loin) et le changement d'orientation mis progressivement en œuvre par Xi Jinping après son accession au pouvoir (fin 2012) : militarisation de la mer de Chine du Sud (2015), écrasement à Hong Kong des mobilisations contre la loi d'extradition des résidents locaux en Chine continentale (2019-2020) – le tout sans en payer un prix sur le plan international, pour conclure :

« Je pense que l'« ambiguïté stratégique » est de plus en plus moribonde pour de multiples raisons. Tout d'abord, Xi Jinping n'est pas satisfait de la patience stratégique de la RPC [16], qui faisait partie du contexte de l'ambiguïté stratégique des États-Unis. Deuxièmement, Xi ne croit pas que les États-Unis adhèrent à l'ambiguïté stratégique ; pour lui, il s'agit plutôt d'une ambiguïté stratégique qui n'en a que le nom. Troisièmement, alors que la RPC est devenue plus belliqueuse sur l'ensemble du spectre DIME [diplomatique, informationnel, militaire et économique] contre Taïwan et les États-Unis, le gouvernement américain dans son ensemble - et en particulier le Congrès - est devenu nettement plus favorable à Taïwan. Quatrièmement, l'ambiguïté stratégique des États-Unis vise également à dissuader Taïwan de rechercher officiellement l'indépendance. Cela n'est plus d'actualité, car l'APL est désormais pleinement capable d'assurer cette dissuasion.

Comme Xi va très certainement poursuivre sa campagne de coercition et de guerre juridique contre Taïwan, la pression contre l'ambiguïté stratégique va continuer de croître aux États-Unis, comme en témoignent des propositions telles que le Taiwan Policy Act. »

Nous sommes donc entrés dans une « zone grise », entre guerre et paix, où Pékin s'en remet au maintien d'une menace militaire constante, plus qu'à des accords diplomatiques, pour dissuader Taipei de déclarer l'indépendance. Cela prend actuellement la forme d'une guerre larvée des drones, d'abord civils, puis militaires. Le 1er septembre, pour la première fois, Taïwan a abattu un drone chinois près de l'ilot du Lion, un poste avancé de la défense taïwanaise situé non loin de Xiamen, en Chine continentale. Quelques jours plus tard, un drone militaire, accompagné de huit avions, a pénétré dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan, sans franchir l'espace aérien taïwanais.

Le ministère de la Défense de Taipei a prévenu, fin août, que les forces taïwanaises riposteraient si des avions ou des navires chinois franchissaient la limite des 12 miles nautiques. Leur état de préparation à un conflit est probablement inégal. Le budget militaire est en augmentation régulière (de 12,9% l'an prochain, pour un total de 415,1 milliards de dollars.). L'administration Biden vient d'annoncer une vente d'armes de 1,1 milliard de dollars à Taïwan (missiles air-mer Harpoon, missiles air-air Sidewinder , soutien logistique pour le programme de radar de surveillance…). Parallèlement, Washington et Taipei ont décidé d'entamer des négociations commerciales officielles, dans le but notamment de garantir la résilience des chaînes d'approvisionnement, en particulier de semi-conducteurs. Des engagements évidemment dénoncés par Pékin.

Des désaccords se manifestent cependant entre de hauts responsables militaires et la présidente Tsai concernant la préparation stratégique de l'île. Cette dernière doit résoudre une difficile équation : faire preuve de fermeté sans inquiéter la population ni porter la responsabilité d'une éventuelle escalade, alors que le pays a besoin d'un important apport de main-d'œuvre pour soutenir le développement de son économie et qu'il faut rassurer les candicat.es à l'immigration.

L'actualité du combat anti-guerre

Il est vain de chercher à savoir qui a commencé à déstabiliser l'« équilibre dans l'ambiguïté » antérieur. Xi Jinping y a lui-même contribué, quand il a clamé haut et fort que sous sa présidence (donc dans un avenir proche), l'île serait reconquise, par la force s'il le fallait. Les Taïwanais.es sont aujourd'hui otage d'un conflit géopolitique qui les dépasse. La récente crise du détroit n'est pas la cause de la montée des tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine, mais plutôt sa conséquence. Dans ce contexte global, l'enjeu taïwanais garde certes une importance spécifique du fait de sa situation au cœur d'une mer de Chine du Sud ultra-militarisée et de son poids économique, comme sa réussite technologique, sans commune mesure avec sa taille (23 millions d'habitant.es).

De provocation en provocation, de sanction en sanction, une spirale infernale de militarisation et une nouvelle course aux armements sont engagées. Washington renforce durablement sa présence militaire au large de Taïwan. Le gouvernement japonais vise à achever son réarmement (y compris nucléaire) et participe activement à de vastes exercices aéronavals avec les Etats-Unis, qui resserrent leur coopération avec l'Australie. La Chine participe en Sibérie à de grandes manœuvres militaires avec la Russie. Chaque puissance considère les mesures prises par son adversaire comme agressives et les siennes comme défensives.

Pour sa part, le gouvernement indien a dénoncé la « militarisation du détroit de Taiwan » par Pékin. Un conflit irrésolu sur la délimitation des frontières dans l'Himalaya oppose depuis longtemps l'Inde et la Chine où la tension militaire est récurrente. Elles sont aussi engagées dans une lutte d'influence régionale qui se cristallise notamment au Sri Lanka. Cependant, ce serait la première fois que New Delhi intervient en ces termes en ce qui concerne spécifiquement le détroit taïwanais [17].

Il n'y a pas si longtemps – en 2014 notamment, alors que Xi Jinping était déjà au pouvoir -, Pékin et Washington entretenaient des rapports complexes de compétition et de collaboration [18]. Vouloir prédire l'avenir s'avère aujourd'hui particulièrement aléatoire, mais on voit mal comment nous pourrions revenir maintenant à une telle configuration géopolitique !

Alors que Xi Jinping a fait de la reconquête de Taïwan un véritable marqueur de sa présidence, aux Etats-Unis, le gros de la classe politique fait bloc sur cette question. Il semble néanmoins difficile de prévoir comment la crise de régime que traversent les USA peut affecter la politique de Washington en mer de Chine du Sud.

Taipei est devenu un lieu de visite très populaire chez les élus étatsuniens, en particulier les membres du Parti républicain (qui a soutenu l'initiative de la démocrate Nancy Pelosi). Ces voyages peuvent prendre un tour franchement étrange, comme celui de la sénatrice Marsha Blackburn, fervente adepte de Donald Trump. Elle a parlé de Taïwan comme d'un pays indépendant lors d'une réunion avec la présidente Tsai Ing-wen (qui se garde bien de tels propos), un véritable impair diplomatique, et elle s'est aussi rendue au Mémorial Hall de Tchiang Kai-check, alors que le parti au pouvoir du pays hôte, le Parti démocrate progressiste, considère (à juste raison !) qu'il a imposé un régime de dictature particulièrement répressif sur l'île [19].

Le Tweet de Marsha Blackburn.

Rares sont aujourd'hui les Taïwanais.es qui affirment souhaiter dans les circonstances présentes une déclaration formelle d'indépendance. L'extrême droite étasunienne peut-elle tenter de renforcer le camp des « ultra » ? Ce serait véritablement jouer avec le feu.

Le conflit entre ce qui est devenu la seconde puissance mondiale (la Chine) et la puissance établie (les Etats-Unis) est entré dans une nouvelle phase. La question qui nous est aujourd'hui posée n'est pas de « choisir notre camp » face à une telle confrontation. Ses conséquences vont être désastreuses pour l'humanité, donnant à son tour (après l'invasion de l'Ukraine par la Russie) un puissant coup d'accélérateur à la crise climatique.

Le renforcement (là où il existe) et la reconstitution (là où cela n'est pas le cas) d'un large mouvement unitaire antimilitariste est plus que jamais à l'ordre du jour, avec notamment en perspective la démilitarisation et la dénucléarisation de zones conflictuelles, à commencer par la mer de Chine du Sud [20].

En Asie du Nord-Est (au Japon et en Corée du Sud), en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud (impliquant conjointement Pakistanais et Indiens) de tels mouvements existent. Les mobilisations contre le réchauffement climatique devraient, quand cela n'est pas encore fait, intégrer activement la dimension antiguerre, cette dernière regagnant ainsi en retour une envergure proprement internationale.

La nécessaire solidarité envers les Taïwanais.es

Enfin, et ce n'est pas la moindre des questions, les enjeux géopolitiques ne doivent pas faire oublier la solidarité envers les Taïwanais.es.

L'histoire de l'île, complexe, est bien distincte de celle de la Chine continentale [21]. Le Parti communiste chinois, à l'époque de Mao Zedong, a d'ailleurs longtemps reconnu son indépendance, avant que cette question ne devienne un enjeu clé dans son combat contre le Kuomintang (KMT)

(Guomindang) de Tchang Kai-check [22].

Dans le passé, l'île n'a été que très brièvement et inégalement intégrée par une dynastie impériale chinoise – de plus, une suzeraineté ancienne (réelle ou légendaire) ne justifie jamais, par elle-même, une revendication territoriale présente. Les récifs et îlots inhabités de la mer de Chine ont été utilisés par tous les pêcheur.es de la région et la « découverte » d'une pièce de monnaie chinoise d'âge vénérable (peut-être opportunément enfouie-là par les historiens nationalistes qui la déterrent) n'y change rien, ne justifie en rien la « prise de possession » par Pékin de toute cette zone maritime.

Taïwan n'est pas un « rocher » (« rock », une malheureuse expression de Noam Chomsky lors d'une récente interview, en contradiction avec des propos qu'il avait précédemment tenus [23]), mais un pays. Ce qui importe, c'est le sentiment *actuel* de la population qui ne se considère pas comme partie prenante de la Chine de Xi Jinping. Non seulement les sondages d'opinion le soulignent [24], mais l'histoire contemporaine le confirme :

Quand le Kuomintang de Tchang Kai-check s'est replié sur l'île avec armes et bagages, il a imposé sa dictature à la population locale. Quand la Chine a fait sa contre-révolution bourgeoise, le PCC et le KMT, hier ennemis jurés, sont devenus deux partis uniques et totalitaires complices – complices dans l'oppression et l'exploitation de la population insulaire. En 2014, la signature d'un traité de libre-échange sino-taïwanais a été le détonateur d'une révolte animée par les étudiants et connue sous le nom de Mouvement des Tournesols (ou Mouvement 318), avec l'occupation pendant 24 jours du Yuan législatif (le Parlement) et une manifestation de soutien d'un demi-million de personnes. Un processus de démocratisation a été alors amorcé en profondeur, malgré la répression, qui finalement aboutit à l'instauration d'un régime de démocratie bourgeoise plus démocratique que ceux en vigueur dans bien des pays occidentaux.

Xi Jinping a d'abord espéré regagner l'ascendant à Taïwan en utilisant les réseaux du KMT, en évoquant la perspective d'importants gains économiques et en proposant une solution « un pays, deux systèmes » à l'instar de celui qui avait été établi à Hong Kong après la rétrocession de l'ancienne colonie britannique (1997) : formellement intégré à la République populaire, Taïwan perdrait certes sa souveraineté en certains domaines régaliens (politique étrangère et militaire…), mais préserverait son régime politique et juridique, ses libertés civiques. Une promesse qui a perdu tout pouvoir de conviction quand Xi a lui-même déchiré ces accords pour engager une politique de « normalisation » forcée qui a abouti à l'instauration d'un contrôle dictatorial de Pékin sur la « zone administrative spéciale » (la dénomination officielle du territoire) hongkongaise [25].

Faute de pouvoir convaincre la population de l'île en usant de la carotte et d'un peu de bâtons, Xi Jinping a maintenant recours à la menace militaire brute. Il reconnaît lui-même, ce faisant, que les Taïwanais.es n'ont vraiment aucune appétence pour son régime !

Pierre Rousset

Notes

[1] Taipei est la capitale de Taïwan.

[2] *Politico*, 1er août 2022 :

https://www.politico.com/news/2022/08/01/pelosi-taiwan-xi-biden-china-00048940

[3] Kosuke Takahashi, 5 août 2022, The Diplomate, disponible sur ESSF (article 63823), U.S. House Speaker Nancy Pelosi's visit to Taipei - China's Live-Fire Drills Near Taiwan Send Ballistic Missiles Into Japan's EEZ :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63823

[4] Senkaku est le nom japonais de cet archipel, Diaoyutai le nom chinois.

[5] Kosuke Takahashi, op. cit.

[6] Brian Hioe, 21 août 2022, New Bloom, disponible sur ESSF (article 63827), How should Taiwan find a path out of regional escalation ? :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63827

[7] Karen Yamanaka, 18 août 2022, ESSF (article 63681), Taiwan Strait Crisis : for the right to peace and security in East Asia
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63681

[8] Anuradha Chenoy, 13 mai 2022, ESSF (article 62465), War in Ukraine — Why India Won't Take Sides :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62465

[9] Karen Yamanaka, 5 juillet 2022, ESSF (article 63198), Military Alliances Aiming for Another "NATO" in East Asia
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63198

[10] Brian Hioe, 3 août 2022, The Guardian, disponible sur ESSF (article 63511), China and the US are facing off – and in Taiwan we are caught between them :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63511

[11] Jessica Drun, 28 décembre 2017, Center for Advance China Research :
https://www.ccpwatch.org/single-post/2017/12/29/one-china-multiple-interpretations

[12] La phrase complète est ici : les États-Unis "*acknowledges* (je souligne) that all Chinese on either side of the Taiwan Strait maintain there is but one China and that Taiwan is a part of China. The United States Government does not challenge that position. It reaffirms its interest in a peaceful settlement of the Taiwan question by the Chinese themselves"
Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XVII, China, 1969–1972 - Office of the Historian

Ainsi, les États-Unis se sont opposés à l'indépendance de Taïwan qui signifierait le remplacement officiel du nom « République de Chine » (ROC en anglais, Taipei), par quelque chose comme « République de Taïwan », mais ils se sont également opposés à tout changement unilatéral de la part de la République populaire de Chine (PRC en anglais, Pékin). Les États-Unis sont également restés constamment vagues sur la question de savoir « à quelle Chine appartient Taïwan, à la RPC ou à la ROC ? ». La reconnaissance de la République populaire de Chine par les États-Unis en 1979 n'a rien changé à cette situation.

[13] Ce qui implique notamment que Taïwan n'est pas représentée, par exemple, à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), alors que son expérience dans la lutte contre la pandémie Covid-19

était précieuse et que les questions de santé publique ne devraient pas être otages des conflits de puissance.

[14] John Feffer, 10 août 2022, Foreign Policy in Focus, disponible sur ESSF (article 63600), Taiwan and the Virtues of Ambiguity :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63600

[15] Mercy Kuo et Eric Chan, 5 août 2022, The Diplomate, disponible sur ESSF (article 63824), US-China-Taiwan Tensions : New Status Quo ? :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63824

[16] République populaire de Chine.

[17] Helen Davidson, 29 août 2022, The Guardian, disponible sur ESSF (article 63831), India accuses China of 'militarisation of the Taiwan Strait' as row over navy vessel grows :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63831

[18] Voir Pierre Rousset, 8 décembre 2014, ESSF (article 33759), La Chine, deuxième puissance mondiale :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33759

[19] Brian Hioe, 30 août 2022, New Bloom, disponible sur ESSF (article 63826), US senator Marsha Blackburn raises eyebrows with Chiang Kai-Shek tweets during Taiwan visit :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63826

[20] Karen Yamanaka, 18 août 2022, ESSF (article 63681), Taiwan Strait Crisis : for the right to peace and security in East Asia
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63681

[21] Brian Hioe, 18 août 2022, New Bloom, disponible sur ESSF (article 63689), Don't believe China's convenient historical tales. Taiwan belongs to the Taiwanese :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63689

[22] Gerrit Van Der Wees, 3 mai 2022, The Diplomate, disponible sur ESSF (article 63576), When the Chinese Communist Party Thought Taiwan Should Be Independent :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63576

[23] Brian Hioe, 8 août 2022, New Bloom, disponible sur ESSF (article 63770), Jacobin features Noam Chomsky and Vijay Prashad labeling Taiwan a "Rock", again ignores Taiwanese voices :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63770

[24] Selon de récents sondages, 80% de la population préfère maintenir le statu quo d'indépendance de fait sous une forme ou une autre, alors que 1,3% seulement se prononçaient pour l'unification immédiate avec la Chine. Brian Hioe, 18 août 2022, The Guardian, disponible sur ESSF (article 63689), Don't believe China's convenient historical tales. Taiwan belongs to the Taiwanese :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63689

[25] Frank Ching, 28 septembre 2019, Le Courrier international, disponible sur ESSF (article 50641), Les Taïwanais compatissent avec Hong Kong :

http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50641